



Conseil économique et social

Distr. générale
12 mars 2004
Français
Original: anglais

Instance permanente sur les questions autochtones

Troisième session

New York, 10-21 mai 2004

Point 4 de l'ordre du jour provisoire*

Domaines devant être examinés

Récapitulatif des progrès accomplis

Note du Secrétariat**

Additif

Résumé

Dans la présente note, on trouvera un récapitulatif des progrès accomplis dans les domaines devant être examinés par l'Instance permanente sur les questions autochtones depuis sa deuxième session, tels qu'énoncés dans les contributions des organismes des Nations Unies, et un compte rendu des activités des membres de l'Instance permanente et de son secrétariat.

* E/C.19/2004/1.

** La soumission du présent document a été retardée dans le souci d'y faire figurer l'information la plus récente.



Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–3	3
II. Récapitulatif des contributions des organismes des Nations Unies	4–9	4
A. Contributions émanant de chaque organisme	4–7	4
B. Groupe d'appui interorganisations pour l'Instance permanente sur les questions autochtones	8	5
C. Consentement préalable donné librement et en connaissance de cause	9	5
III. Activités des membres de l'Instance permanente sur les questions autochtones ..	10–27	5
IV. Fonds d'affectation spéciale à l'appui de l'Instance permanente	28–30	8
V. Recommandations de l'Instance permanente sur les questions autochtones dont son secrétariat a assuré le suivi	31–47	9
A. Le Forum mondial sur les peuples autochtones et la société de l'information, une manifestation organisée en marge du Sommet mondial sur la société de l'information	31–35	9
B. Atelier sur la collecte de données relatives aux peuples autochtones	36–38	10
C. Concours portant sur le logo de l'Instance et stratégie d'information à l'intention de la jeunesse autochtone	39–41	10
D. Invitations adressées aux commissions économiques régionales et au secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce	42–43	12
E. Groupe de personnalités éminentes sur les relations entre l'ONU et la société civile	44	12
F. Méthodes de travail de l'Instance permanente au sein du système des Nations Unies	45–47	12
VI. Autres activités du secrétariat menées à l'appui du mandat de l'Instance permanente sur les questions autochtones	48–55	13
A. Comité de haut niveau chargé des programmes et Groupe des Nations Unies pour le développement	48	13
B. Programme de bourses destinées aux autochtones	49–50	13
C. Arrivée des premiers boursiers au secrétariat de l'Instance permanente sur les questions autochtones	51–52	14
D. Contribution à divers rapports, déclarations et activités de sensibilisation ..	53	14
E. Évaluation de la deuxième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones	54–55	15

I. Introduction

1. Depuis la fin de la deuxième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, différentes activités afférentes aux peuples autochtones ont été menées par les organismes des Nations Unies, d'autres organisations intergouvernementales, des gouvernements, des organisations de peuples autochtones, d'autres organisations non gouvernementales, des membres de l'Instance permanente et son secrétariat. En octobre 2003, le Département des affaires économiques et sociales a invité les parties prenantes à soumettre leurs contributions écrites à la troisième session de l'Instance permanente. Les organismes des Nations Unies ont notamment été priés de structurer les contributions comme suit : a) réponse aux recommandations adressées exclusivement à un organisme, fonds, programme ou service en particulier au titre d'un ou plusieurs points du mandat de l'Instance permanente; b) réponse aux recommandations adressées à un ou plusieurs organismes ou au système des Nations Unies en général au titre d'un ou plusieurs points du mandat de l'Instance permanente; c) autres renseignements utiles concernant les mesures et programmes récents, les crédits budgétaires et les activités de l'organisme, fonds, programme ou service portant sur les questions autochtones; d) information et suggestions relatives au thème de la troisième session intitulé « Femmes autochtones »; e) nom et coordonnées du correspondant chargé des questions autochtones au sein de l'organisme, fonds, programme ou service; f) liste des conférences et autres réunions sur les questions autochtones prévues par l'organisme pour 2004-2005.

2. Au 5 mars 2004, des contributions écrites avaient été reçues des organismes, fonds, programmes ou services ci-après : la Banque asiatique de développement (BAsD), le Département de l'information, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), ainsi que des Gouvernements canadien, colombien, finlandais, néo-zélandais, norvégien et russe et de certaines organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, à savoir American Psychology Association, Asian Indigenous and Tribal Peoples Network, Franciscans, Grand Council of the Crees et Netherlands Centre for Indigenous Peoples. On trouvera ces contributions écrites dans les documents publiés sous les cotes suivantes : E/C.19/2004/4 et Add.1 à 5, E/C.19/2004/5 et Add.1 à 12, E/C.19/2004/6 et Add.1 à 3, E/C.19/2004/8 et E/C.19/2004/9.

3. Dans la présente note, on trouvera un récapitulatif des contributions des organismes des Nations Unies et un compte rendu des principales activités entreprises par les membres de l'Instance permanente et son secrétariat en vue de promouvoir la mise en oeuvre du mandat de l'Instance. Les conclusions et recommandations figurent en caractères gras dans le texte.

II. Récapitulatif des contributions des organismes des Nations Unies

A. Contributions émanant de chaque organisme

4. La plupart des contributions écrites émanant des organismes des Nations Unies ont été structurées selon le modèle proposé par le secrétariat de l'Instance permanente sur les questions autochtones, indiqué au paragraphe 1 ci-dessus, **ce qui a permis de distinguer facilement la réponse de chaque organisme aux recommandations formulées par l'Instance. Dans l'ensemble, bien que de nombreux progrès restent à accomplir, les réponses témoignent d'une amélioration qualitative des rapports et d'une action plus concrète des organismes des Nations Unies en faveur de l'Instance permanente.**

5. Depuis la fin de la deuxième session, l'Instance permanente a été invitée à participer aux réunions pertinentes tenues par les organismes des Nations Unies suivants : l'OMPI (trois invitations), le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (trois invitations), la FAO, le FIDA, l'UNESCO (deux invitations) et le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (trois invitations). **Ces invitations sont le signe que la recommandation de l'Instance, que le Conseil économique et social a fait sienne dans sa décision 2003/302 en date du 25 juillet 2003, confirmant que la représentation, tout au long de l'année, de l'Instance aux diverses réunions en rapport avec son mandat constitue une des méthodes de travail de l'Instance et demandant en outre à tous ses organes subsidiaires de faire bon accueil à l'Instance et à ses membres, en adressant à ces derniers des invitations à assister à toutes les réunions, conférences et séminaires pertinents, commence à porter ses fruits.**

6. En réponse à la recommandation formulée par l'Instance au paragraphe 121 du rapport de sa deuxième session¹, selon laquelle il convient de prendre des mesures relatives aux peuples autochtones et de désigner des correspondants chargés des questions autochtones, la Banque interaméricaine de développement prévoit de mettre en place une politique expressément consacrée aux peuples autochtones, et l'UNICEF s'emploie à élaborer un document régional pour l'Amérique latine. La Banque asiatique de développement s'est dotée depuis 1998 d'une politique relative aux peuples autochtones. Onze organismes des Nations Unies ont communiqué les noms de leurs correspondants chargés des questions autochtones (BAsD, Département de l'information, CEPALC, FAO, FIDA, Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, UNESCO, ONU-Habitat, UNICEF, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et OMPI).

7. La plupart des réponses incorporent également des éléments du thème de la troisième session intitulé « Femmes autochtones » et une note sur ce thème, émanant du secrétariat de l'Instance permanente sur les questions autochtones, figure dans le document A/C.19/2004/7. L'information fournie par les organismes concernant les futures réunions du système des Nations Unies qui intéresseraient l'Instance permanente est affichée sur le site Web de l'Instance, à l'adresse <www.un.org/esa/socdev/pfii> (en anglais seulement).

B. Groupe d'appui interorganisations pour l'Instance permanente sur les questions autochtones

8. Le Groupe d'appui interorganisations pour l'Instance permanente sur les questions autochtones s'est réuni à Genève en septembre 2003, sous les auspices de l'OMPI. On trouvera le rapport de cette réunion dans la contribution écrite de l'OMPI à la troisième session de l'Instance (E/C.19/2004/5/Add.2). En 2004, la réunion du Groupe d'appui se tiendra sous les auspices du PNUD.

C. Consentement préalable donné librement et en connaissance de cause

9. L'importance qu'attache l'Instance permanente au principe du consentement préalable donné librement et en connaissance de cause, comme l'illustrent plusieurs paragraphes du rapport de la deuxième session, a amené le Groupe d'appui interorganisations à débattre de cette question et le PNUD à proposer de coordonner l'élaboration d'un document recueillant les vues et les données de l'expérience des organismes des Nations Unies. **Étant donné l'ampleur des mesures prises par les organismes des Nations Unies, énoncées dans le présent rapport, notamment la décision du PNUD d'affecter une partie de ses contributions au Fonds d'affectation spéciale à une activité dans ce domaine, il est à prévoir que d'autres mesures seront prises comme suite aux recommandations formulées par l'Instance permanente à sa troisième session.**

III. Activités des membres de l'Instance permanente sur les questions autochtones

10. On trouvera ci-après un compte rendu non exhaustif des activités menées par les membres de l'Instance permanente depuis sa dernière session.

11. En juin 2003, M. Parshuram Tamang a participé au Séminaire intergouvernemental de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) sur la propriété intellectuelle et les ressources génétiques, les connaissances traditionnelles et le folklore tenu à Ispahan (République islamique d'Iran).

12. En juillet 2003, le Président, M. Ole Henrik Magga, a assisté à la session de fond du Conseil économique et social tenue à Genève dans le cadre de l'examen du rapport de la deuxième session de l'Instance permanente et de la réunion du Conseil avec les présidents de ses commissions techniques. Le Conseil économique et social a pris acte du rapport de la deuxième session et a adopté par consensus les propositions de décisions de l'Instance, dont deux telles que révisées (décisions du Conseil économique et social 2003/301 et 2003/306).

13. En prévision du débat de haut niveau sur le développement rural tenu à la session de juillet du Conseil économique et social, le secrétariat de l'Instance permanente a recueilli les contributions des membres de l'Instance qu'il a transmises au Bureau du Conseil afin que le texte final adopté par le Conseil incorpore des références aux peuples autochtones.

14. En juillet, M. Magga a également exposé au Groupe de travail sur les populations autochtones les recommandations formulées à la deuxième session de l'Instance permanente concernant les droits de l'homme et la collaboration future entre l'Instance et le Groupe de travail et le Rapporteur spécial. Parmi les autres membres ayant participé au Groupe de travail, on compte M. Witton Littlechild et M. Ayitegan Kouevi. M. Kouevi a également assisté aux discussions préliminaires de la Banque mondiale à propos de son nouveau programme de dons en faveur des populations autochtones. À Genève, les membres du secrétariat de l'Instance se sont entretenus avec les membres du Centre de documentation des peuples autochtones, du Conseil oecuménique des églises et des délégations des organisations autochtones et ont informé le groupe officieux des autochtones du Groupe de travail des progrès accomplis par l'Instance permanente.

15. Pendant l'été 2003, le Président a fait de nombreux autres exposés à l'occasion de diverses conférences, parmi lesquelles : une conférence des églises européennes tenue à Trondheim (Norvège); une conférence tenue à Stockholm à l'occasion de la Journée internationale des populations autochtones; une conférence sur le patrimoine culturel organisée par l'UNESCO à Roros (Norvège); l'inauguration à Guovdageaidnu (Norvège) du Centre d'information sur les droits des peuples autochtones; et l'Assemblée annuelle de l'organisation de la jeunesse same « Davvi Nuorra » tenue à Tana (Norvège).

16. En juin et juillet 2003, Mme Njuma Ekundanayo a établi des liens avec des correspondants en Amérique du Nord à propos de la situation des peuples autochtones en Afrique. De juillet à décembre 2003, elle a mené diverses activités à l'échelon national en République démocratique du Congo avec le concours des services gouvernementaux, des organisations non gouvernementales, de spécialistes de la recherche, des médias, de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) et du PNUD.

17. Par ailleurs, en septembre, le Président, M. Magga, ainsi que M. Littlechild, Mme Trask, M. Lord et M. Boitchenko ont assisté aux réunions du Groupe de travail consacrées à l'élaboration du projet de déclaration. M. Magga a également pris part à la Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales et aux débats de haut niveau organisés sur le thème de la troisième session tenue à New York. M. Kouevi a participé au Séminaire technique sur les peuples autochtones et tribaux et les critères du développement, organisé sous les auspices de l'Alliance internationale des peuples autochtones-tribaux des forêts tropicales. MM. Jacanamijoy et Tamang ont participé au douzième Congrès forestier mondial et au Forum des peuples autochtones sur les forêts, tenus du 21 au 28 septembre à Québec (Canada).

18. Le 19 septembre 2003, M. Littlechild et Mme Nicolaisen ont participé à la journée du Comité des droits de l'enfant consacrée spécialement au débat intitulé « Droits des enfants autochtones ». Ces deux membres de l'Instance ainsi que M. Magga ont également profité de l'occasion qui leur était donnée de participer à une réunion de haut niveau de l'OMPI en vue d'examiner la poursuite de la collaboration. Mme Trask a assisté à la cinquième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce tenue à Cancún (Mexique). M. Kouevi a participé aux travaux du Comité préparatoire du nouveau programme de dons en faveur des populations autochtones mis en place par la Banque mondiale.

19. En octobre 2003, MM. Tamang et Jacanamijoy se sont rendus au Canada afin de participer au douzième Congrès forestier mondial et au Forum des peuples autochtones sur les forêts. Toujours en octobre, M. Jacanamijoy, Mme Lux de Coti et M. Turpo ont participé à la Rencontre internationale de résistance et de solidarité des peuples autochtones et exploitants agricoles tenue à Caracas. M. Magga a assisté à la Conférence du Conseil de l'Europe organisée à l'occasion de la célébration du cinquième anniversaire de la Convention-cadre sur la protection des minorités nationales. Il s'est également entretenu avec les membres du Comité conjoint d'inspection à l'occasion d'une réunion tenue à Paris sur l'enseignement primaire pour tous. Il a également fait un exposé à l'UNESCO à Paris sur les peuples autochtones et le droit à l'enseignement. À la mi-octobre, M. Kouevi a participé à un séminaire de l'Organisation internationale du Travail sur la Convention 169 organisé à Rabat (Maroc) par Taymanut.

20. M. Magga et Mme Trask ont participé à la session de 2003 de l'International Training Center of Indigenous Peoples, tenue du 24 novembre au 8 décembre à Nuuk (Groenland). En décembre également, MM. Magga, Tamang et Kouevi ont pris part aux consultations avec la FAO et le FIDA à Rome. M. Littlechild a participé au Séminaire sur les peuples autochtones et l'administration de la justice organisé par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en coopération avec la Universidad Nacional de Educacion a Distancia, tenu à Madrid du 12 au 14 novembre, ainsi qu'au Séminaire d'experts sur les traités, accords et autres arrangements constructifs conclus entre les États et les peuples autochtones, tenu à Genève du 15 au 17 décembre.

21. À l'invitation de l'UNESCO, Mme Lux de Coti et M. Turpo ont participé à la Conférence sur les médias, le pluralisme et les cultures en péril, tenue du 3 au 6 novembre 2003 en République dominicaine, Mme Lux ont contribué aux débats en y apportant le point de vue des peuples autochtones et en y représentant l'Instance. M. Kouevi a participé à la trente-quatrième session de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples tenue du 6 au 20 novembre à Banjul. M. Turpo a pris part à la réunion de 2003 des Comités autochtones des hautes Andes organisée par Yachay Wasi du 5 au 9 novembre à Cusco (Pérou).

22. Le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et le PNUD se sont attachés à tenir compte des apports de l'Instance permanente dans leurs travaux et ont invité ses membres à participer aux réunions pertinentes, notamment à la réunion consacrée à l'application de l'article 8 j) tenue en décembre à Montréal, à la septième réunion de la Conférence des Parties organisée en février 2004 en Malaisie et à une réunion régionale du PNUD tenue en Thaïlande. M. Turpo a assisté à la troisième réunion du Groupe de travail spécial à composition non limitée chargé d'examiner l'application de l'article 8 j) et des dispositions connexes de la Convention sur la diversité biologique tenue en décembre 2003 à Montréal, et M. Tamang a pris part à la réunion de la Conférence des Parties sur la question, tenue en février 2004 en Malaisie.

23. Le Forum mondial sur les peuples autochtones et la société de l'information, organisé par l'Instance permanente, s'est tenu du 8 au 11 décembre 2003. M. Matias Alonso, expert indépendant, a établi un rapport sur le Sommet mondial sur la société de l'information et le Bureau de l'Instance permanente a organisé la réunion.

24. En janvier 2004, M. Magga a participé à une conférence d'experts, organisée par la Mainyoto Pastoralists Integrated Development Organization (MPIDO), en

vue des préparatifs de la troisième session de l'Instance permanente. En janvier également, Mme Nicolaisen, Mme Strogalschikova et M. Tamang ont participé à l'Atelier sur la collecte de données relatives aux peuples autochtones tenu à New York.

25. En mars 2004, Mme Nicolaisen a pris la parole devant les membres du Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore à l'occasion de sa sixième session tenue à Genève. En mars également, M. Turpo a accepté de participer au Colloque sur les plaintes portées par des autochtones devant les tribunaux internationaux, tenu sous les auspices de la University of Michigan (États-Unis), et M. Kouevi a pris part à la Conférence sur le développement durable organisée par l'Assemblée nationale galloise.

26. Tout au long de cette période, le secrétariat de l'Instance permanente a financé les déplacements des membres de l'Instance afin qu'ils puissent assister à diverses réunions relevant de leur mandat. Des rapports d'activité ont été communiqués au secrétariat par le Président, M. Magga, par Mme Njuma Ekundanayo, M. Jacanamijoy, M. Kouevi, M. Tamang, M. Turpo, M. Matias et Mme Trask.

27. **La participation des membres de l'Instance permanente aux diverses réunions leur a permis d'accomplir des progrès dans les domaines relevant de leur mandat que sont le développement économique et social, la culture, l'environnement, l'éducation, la santé et les droits de l'homme** a) en fournissant des conseils spécialisés et des recommandations sur les questions autochtones au Conseil; b) en faisant oeuvre de sensibilisation et en encourageant l'intégration et la coordination des activités relatives aux questions autochtones au sein du système des Nations Unies; et c) en élaborant et en diffusant des informations sur les questions autochtones.

IV. Fonds d'affectation spéciale à l'appui de l'Instance permanente sur les questions autochtones

28. Par sa résolution 57/191 en date du 18 décembre 2002 intitulée « Instance permanente sur les questions autochtones », l'Assemblée générale a notamment prié le Secrétaire général d'établir un fonds de contributions volontaires pour l'Instance, en vue de financer la mise en oeuvre des recommandations formulées par l'Instance. Donnant suite à cette demande, le Secrétaire général a établi en juillet 2003 le Fonds d'affectation spéciale à l'appui de l'Instance permanente sur les questions autochtones. Aux termes de l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution 57/191, les contributions volontaires doivent servir à financer la mise en oeuvre des recommandations formulées par l'Instance par l'intermédiaire du Conseil économique et social, comme le prévoit l'alinéa a) du paragraphe 2 de la résolution 2000/22 du Conseil en date du 28 juillet 2000, ainsi que les autres activités relevant de son mandat, définies aux alinéas b) et c) du paragraphe 2 de la même résolution.

29. Une note priant tous les gouvernements de contribuer au Fonds d'affectation spéciale a été envoyée le 25 juillet par le Département des affaires économiques et sociales.

30. Le Fonds d'affectation spéciale est devenu opérationnel au mois de février 2004 grâce aux contributions de Chypre, du Danemark et du PNUD, d'un montant

d'environ 163 500 dollars affecté au financement des programmes. En outre, la Banque mondiale a fait une annonce de contribution. Jusqu'à présent, le Fonds a permis aux membres d'assister à la septième réunion de la Conférence des parties à la Convention sur la diversité biologique, à une table ronde sur les femmes autochtones organisée dans le cadre de la vingt-huitième session de la Commission de la condition de la femme, au séminaire du Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore et à la consultation régionale pour le Pacifique consacrée à l'Instance permanente sur les questions autochtones. L'objectif de cette participation était de promouvoir les recommandations de l'Instance permanente, de faire oeuvre de sensibilisation et d'encourager l'intégration des activités relatives aux questions autochtones au sein du système des Nations Unies et de diffuser des informations sur les questions autochtones.

V. Recommandations de l'Instance permanente sur les questions autochtones dont son secrétariat a assuré le suivi

A. Le Forum mondial sur les peuples autochtones et la société de l'information, une manifestation organisée en marge du Sommet mondial sur la société de l'information

31. L'Instance permanente avait recommandé que soit organisée, à l'occasion du Sommet mondial sur la société de l'information (10-12 décembre 2003), une conférence mondiale sur les populations autochtones dans la société de l'information, en collaboration étroite avec les gouvernements et les organisations non gouvernementales intéressés². En septembre 2003, comme suite à des réunions organisées avec les pays donateurs, dont le Canada (représenté par Portail des autochtones au Canada), la Norvège et la Suisse (représentées par le Secrétariat du Sommet mondial sur la société de l'information), l'Instance permanente a accepté de contribuer à l'organisation d'un Forum mondial sur les peuples autochtones et la société de l'information, dans le cadre officiel du Sommet mondial sur la société de l'information. En consultation avec les donateurs, elle a décidé d'organiser ce forum à Genève du 8 au 11 décembre, et de se servir de son mandat pour fournir une structure et un cadre aux débats. Elle a en outre décidé de mettre en place son bureau pour contribuer aux travaux de la réunion.

32. Le Forum mondial a été organisé grâce à la coopération du secrétariat de l'Instance permanente sur les questions autochtones, du Portail des autochtones au Canada et du secrétariat du Sommet mondial sur la société de l'information, avec le concours du Centre de documentation, de recherche et d'information des peuples autochtones, qui a accepté de faire office de secrétariat technique du Forum.

33. Le Forum mondial sur les peuples autochtones et la société de l'information a été l'une des principales manifestations officielles se déroulant en marge du Sommet mondial sur la société de l'information. Ont participé au Forum les représentants de 6 États Membres (au total, 18 services publics), 9 organismes des Nations Unies et institutions spécialisées, 12 entreprises privées et 90 organisations autochtones et non gouvernementales. Deux cent quatre-vingt-six personnes en tout ont participé au Forum mondial sur les peuples autochtones et la société de l'information. Le

Forum a permis d'examiner aussi bien les obstacles à une véritable participation des autochtones à la société de l'information que les perspectives qui s'ouvraient à eux en la matière, et a débouché sur l'adoption d'une déclaration et d'un programme d'action visant à améliorer la connectivité des peuples autochtones, dans la perspective des rencontres de Tunis prévues pour 2005.

34. Au nombre des obstacles figuraient notamment le manque d'infrastructures communautaires de base, l'accès limité aux technologies modernes et la nécessité urgente de créer des capacités en tenant compte des sexospécificités et de l'âge. Parmi les perspectives, figuraient entre autres l'accès à de nouveaux marchés, le renforcement des réseaux autochtones, tant sur le plan régional qu'international, les nouvelles stratégies visant à revitaliser et transmettre cultures et langages et la possibilité de pleinement participer à la nouvelle révolution de l'information et de la connectivité à laquelle doit faire face l'humanité.

35. Le Forum mondial a été considéré comme l'une des manifestations les plus réussies du Sommet mondial sur la société de l'information. Le rapport du Forum est publié sous la rubrique News Archives 2003 du site Web de l'Instance permanente sur les questions autochtones : <<http://www.un.org/esa/socdev/pfii>>.

B. Atelier sur la collecte de données relatives aux peuples autochtones

36. À ses première et deuxième sessions, l'Instance permanente sur les questions autochtones a déterminé qu'il fallait collecter d'urgence des données. Dans le projet de décision I adopté à sa deuxième session et approuvé par le Conseil économique et social dans sa décision 2003/300 du 25 juillet 2003, l'Instance permanente a demandé que soit organisé un atelier sur la collecte de données relatives aux peuples autochtones, qu'a organisé le secrétariat de l'Instance à New York du 19 au 21 janvier 2004.

37. Cet atelier a réuni 36 experts des organismes des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales, de gouvernements, d'organisations de peuples autochtones et d'universités. Les participants ont débattu d'études de cas, ils se sont penchés sur les difficultés qu'ils rencontraient et ont fait des recommandations pour la collecte et la ventilation de données relatives aux peuples autochtones.

38. **Les recommandations, figurant au chapitre V du rapport de l'atelier (E/C.19/2004/2), appellent à améliorer la collecte et la ventilation de données relatives aux peuples autochtones, qui seront examinées par l'Instance à sa troisième session.** Les documents soumis à l'Atelier ont été affichés sur le site Web de l'Instance permanente à l'adresse suivante : <<http://www.un.org/esa/socdev/pfii>>.

C. Concours portant sur le logo de l'Instance et stratégie d'information à l'intention de la jeunesse autochtone

39. Afin de se faire mieux connaître des enfants et de la jeunesse autochtones et d'appeler leur attention sur le rôle des Nations Unies, l'Instance a décidé d'organiser à leur intention un concours artistique auquel participeraient le plus grand nombre possible d'enfants autochtones, y compris les enfants analphabètes, en vue de dessiner son logo, concours dont les résultats seraient présentés à sa quatrième session en 2005³.

40. En outre, l'Instance a rappelé que son mandat était de préparer et de diffuser des informations sur les questions autochtones, et a invité les organisations de populations autochtones à trouver des façons novatrices d'assurer l'éducation et de diffuser des renseignements concernant l'Instance aux organisations de même type et aux communautés autochtones, notamment par le biais de manifestations artistiques, d'ateliers, de programmes radiophoniques, d'affiches, d'initiatives journalistiques autochtones et d'autres moyens culturellement appropriés. Elle a recommandé aux programmes, fonds et organismes des Nations Unies de fournir les ressources nécessaires à ces activités, de faciliter ces dernières, notamment en permettant à des spécialistes autochtones de jouer un rôle en la matière, et de lui faire rapport à sa troisième session sur la mesure dans laquelle ils avaient pu incorporer ces mesures dans leurs programmes de travail. Elle a recommandé également au Fonds de développement des Nations Unies pour la femme de contribuer au financement du renforcement des capacités qui la concernent et des activités de sensibilisation spécifiques des femmes autochtones. Elle a recommandé en outre que l'UNICEF contribue au financement du renforcement des capacités la concernant et des activités de sensibilisation spécifiques des enfants et de la jeunesse autochtones⁴.

41. Le secrétariat de l'Instance permanente a lancé à l'intention des enfants autochtones un concours artistique en vue de dessiner son logo, en coopération avec le Département de l'information de l'ONU et l'UNICEF. S'appuyant sur l'action fructueuse menée par le Département de l'information dans le cadre de son programme de sensibilisation et du Cyberschoolbus, le secrétariat s'est lancé dans l'élaboration d'une stratégie d'information à l'intention des enfants et de la jeunesse autochtones, en y incluant notamment les éléments suivants :

- a) Un documentaire de 30 minutes intitulé « What's going on » sur la jeunesse autochtone (produit dans le cadre du programme de sensibilisation du Département de l'information);
- b) Une brochure d'information sur l'Instance permanente conçue pour les enfants (Département de l'information);
- c) Un concours pour le dessin d'un logo accompagnant la brochure d'information;
- d) Le module en ligne du Cyberschoolbus consacré aux autochtones (inspiré du documentaire du Département de l'information susmentionné);
- e) Un programme de sensibilisation destiné aux écoles par l'intermédiaire de la page Web du Cyberschoolbus à l'adresse suivante : <<http://cyberschoolbus.un.org/index.asp>> et plus particulièrement <<http://cyberschoolbus.un.org/indigenous/index.asp>>.

D. Invitations adressées aux commissions économiques régionales et au secrétariat de l'Organisation mondiale du commerce

42. Outre les invitations habituellement envoyées aux organismes des Nations Unies, l'Instance permanente avait demandé que la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et d'autres commissions régionales soient invitées à présenter un rapport sur leurs activités concernant la situation des peuples autochtones et la pauvreté⁵ en Amérique latine. Ces invitations ont été envoyées et une réponse reçue de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (E/C.19/2004/5/Add.10).

43. L'Instance permanente a invité le secrétariat de l'OMC à sa troisième session en 2003 aux fins d'un échange de vues sur des problèmes importants d'intérêt commun⁶, et lui a donc adressé une invitation à cette fin.

E. Groupe de personnalités éminentes sur les relations entre l'ONU et la société civile

44. Comme suite aux recommandations de l'Instance permanente à sa deuxième session⁷, son secrétariat a organisé une réunion entre les membres du Bureau de l'Instance et le Groupe de personnalités éminentes créé par le Secrétaire général, qui s'est tenue à Genève le 10 décembre 2003. Les débats ont été centrés sur les données d'expérience dans les relations de l'ONU avec les peuples autochtones ainsi que sur les difficultés et les recommandations visant à améliorer ces relations.

F. Méthodes de travail de l'Instance permanente au sein du système des Nations Unies

45. Comme suite aux recommandations de l'Instance permanente à sa deuxième session⁸, le secrétariat a mené des consultations multilatérales et bilatérales avec diverses entités du système des Nations Unies afin de promouvoir l'application des recommandations de l'Instance. Il a fourni un appui technique à la présidence tournante du Groupe d'appui interorganisations, assurée par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle pour la session de septembre 2003, et a également créé l'Équipe spéciale intradépartementale pour l'Instance permanente sur les questions autochtones au sein du Département des affaires économiques et sociales.

46. Une analyse des recommandations de l'Instance permanente par destinataire de la recommandation a été effectuée et distribuée aux membres du Groupe d'appui interorganisations afin de favoriser le suivi. En outre, en collaboration avec les institutions concernées, le secrétariat de l'Instance permanente a établi un calendrier à titre indicatif (court, moyen ou long terme) pour l'application des recommandations, distribué au Groupe d'appui interorganisations et aux membres de l'Instance permanente. **Le secrétariat estime qu'il s'agit là du prélude à la constitution d'une base de données qui sera accessible dans un premier temps aux organismes des Nations Unies et à l'Instance permanente afin de contribuer au suivi des recommandations ainsi qu'à la coopération et à la coordination des travaux sur les questions autochtones.**

47. Comme suite aux recommandations de l'Instance permanente portant sur la coopération en vue de fournir une assistance technique sur les questions autochtones aux gouvernements et aux communautés autochtones, le secrétariat a tenu des consultations préliminaires, notamment avec le Fonds international de développement agricole, l'Organisation internationale du Travail, le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, l'Université des Nations Unies, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, le Service international pour les droits de l'homme et l'International Training Center of Indigenous Peoples, pour rechercher les moyens de mener ces activités dans un cadre commun aux échelons régional et international. Le secrétariat cherche également à intégrer les questions autochtones dans divers programmes de coopération technique du Département des affaires économiques et sociales.

VI. Autres activités du secrétariat menées à l'appui du mandat de l'Instance permanente sur les questions autochtones

A. Comité de haut niveau chargé des programmes et Groupe des Nations Unies pour le développement

48. Le Département des affaires économiques et sociales a porté les questions autochtones à l'attention du Comité de haut niveau chargé des programmes en juillet 2003 et du Groupe des Nations Unies pour le développement en novembre de la même année. Il faut espérer qu'en 2004, ce dernier commencera à traiter ces questions au titre de la planification du développement.

B. Programme de bourses destinées aux autochtones

49. Ce programme vise à donner aux femmes et aux hommes des peuples autochtones la possibilité de connaître le mandat général de l'Instance, qui porte notamment sur le développement économique et social, la culture, l'environnement, l'éducation, la santé et les droits de l'homme. Ce programme, à caractère pratique, vise à renforcer les capacités des autochtones et à travers eux, celles des communautés autochtones, afin d'aider leurs organisations et leurs communautés à défendre et à améliorer l'existence des peuples autochtones.

50. Le 12 décembre 2003, le Département des affaires économiques et sociales a adressé à tous les gouvernements une note pour leur faire connaître le programme de bourses et les inviter à contribuer au fonds d'affectation spéciale créé à cette fin. Le programme devrait être lancé en 2004. Les boursiers passeront entre six et neuf mois au secrétariat de l'Instance permanente, en fonction des places disponibles. Au cours de cette période, ils seront également affectés pour de courtes durées (jusqu'à 2 semaines) dans d'autres organismes, fonds et programmes pertinents des Nations Unies situés en Amérique du Nord. Le PNUD, l'UNICEF et la Banque mondiale se sont déclarés disposés à participer au programme et à accueillir des boursiers. Les boursiers auront également la possibilité de nouer des contacts avec d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales. Après s'être familiarisés avec les organismes pertinents basés à New York, ils pourront acquérir une expérience pratique au secrétariat de l'Instance permanente. Dans la mesure du

possible, les éléments constitutifs du programme seront personnalisés pour satisfaire les intérêts de chaque boursier. Eu égard à l'intérêt que portent les autochtones à une formation reconnue et accréditée, le secrétariat étudie la possibilité d'élaborer et d'accréditer des programmes avec l'Université des Nations Unies ou l'Institute of Advanced Studies et/ou d'autres institutions d'enseignement supérieur et/ou d'études supérieures. Le programme de bourses sera également une ressource utile pour les organismes des Nations Unies, qui bénéficieront ainsi de précieuses connaissances culturelles et d'une expérience du terrain.

C. Arrivée des premiers boursiers au secrétariat de l'Instance permanente sur les questions autochtones

51. Le Secrétariat a commencé à accueillir des boursiers, le 8 septembre, et à ce jour, quatre y ont été affectés. Le Programme de stage de l'Organisation des Nations Unies (voir ST/AI/2000/9 et ST/IC/2001/30) dure deux mois mais peut être prolongé de deux mois. La durée totale du stage peut être exceptionnellement portée à six mois au maximum eu égard aux exigences particulières de l'établissement d'enseignement ou aux besoins particuliers du département ou bureau d'affectation. Les stagiaires travaillent normalement à plein temps, à savoir cinq jours par semaine, de 9 heures à 17 heures. Cependant, en cas d'exigences particulières de l'établissement d'enseignement ou de besoins particuliers du département ou bureau d'affectation, les stagiaires peuvent travailler à mi-temps, avec l'autorisation de leur supérieur hiérarchique. Les stagiaires ne sont pas rémunérés. Les stages s'effectuent pendant trois périodes de l'année : de la mi-janvier à la mi-mars, de début juin à début août et de début septembre à fin octobre. Les candidats doivent poursuivre des études universitaires supérieures au moment du dépôt de la candidature et pendant la durée du stage. Dans le cas d'un candidat qui fait ses études dans un pays où n'existe pas la distinction entre études universitaires supérieures ou non, il faut avoir derrière soi au moins quatre années d'études à temps plein entreprises en vue d'obtenir un diplôme dans une université ou un autre établissement d'enseignement supérieur. Les étudiants possédant une licence ne sont pas admis à présenter leur candidature. On peut obtenir des renseignements complémentaires sur le programme de stage sur le site Web du Bureau de la gestion des ressources humaines à l'adresse : <www.un.org/Depts/OHRM/examin/internsh/inter.htm>.

52. **Le programme de stage de l'Organisation des Nations Unies enrichit considérablement le travail du Secrétariat. Les personnes qualifiées, y compris les autochtones, sont donc encouragées à présenter leur candidature.**

D. Contribution à divers rapports, déclarations et activités de sensibilisation

53. Tout au long de l'année, le secrétariat de l'Instance permanente a pris part à l'examen de divers rapports du Secrétariat de l'ONU et intégré les questions autochtones dans ces documents, notamment le rapport sur la confidentialité des données génétiques et la non-discrimination (E/2003/91) établi en application de la résolution 2001/39 du Conseil économique et social. Le secrétariat a également organisé ou participé à des manifestations de sensibilisation, dont la commémoration en 2003 de la Journée internationale des populations autochtones au Siège de l'ONU et la réunion d'information en février 2004 du Département de

l'information et des organisations non gouvernementales consacrée aux femmes autochtones. Il a fourni un appui, selon qu'il convenait, à l'élaboration de déclarations faites par des membres de l'Instance permanente et des hauts responsables de l'Organisation. En mai 2004, il aura distribué trois bulletins d'information internes en anglais et traduits par ses soins en français, russe et espagnol, aux membres de l'Instance, et il espère lancer un bulletin d'information sur son site Web avant la troisième session de l'Instance permanente. Son site Web sera prochainement réaménagé. Le secrétariat a donné des conférences sur les questions autochtones dans des établissements universitaires et dans d'autres lieux.

E. Évaluation de la deuxième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones

54. À l'issue de la deuxième session de l'Instance permanente et afin d'améliorer la préparation et la conduite des travaux des sessions de l'Instance, le secrétariat a distribué des questionnaires d'évaluation aux membres de l'Instance, au Groupe d'appui interorganisations, au groupe d'États membres dénommé les Amis de l'Instance permanente ainsi qu'à un certain nombre d'organisations autochtones et autres. **Il ressort des problèmes recensés et des recommandations faites dans l'évaluation les points suivants :**

a) Les membres de l'Instance et **les organismes des Nations Unies** doivent poursuivre leurs consultations officielles **pour élaborer les recommandations de l'Instance, et le Groupe d'appui interorganisations devrait consacrer plus de temps aux consultations avec l'Instance; il faut encourager les relations bilatérales des membres de l'Instance avec les organismes entre les sessions; le fait de demander aux membres de l'Instance de s'occuper de questions précises est une mesure positive et pratique de nature à améliorer les relations de l'Instance avec le système des Nations Unies; la participation dynamique des organismes est nécessaire pour obtenir des résultats meilleurs;**

b) Les représentants des autochtones et autres doivent effectuer davantage de **travaux préparatoires, d'analyses approfondies et d'inventaires régionaux** pour mieux définir des plans d'action avec les organismes concernés;

c) Il convient de traiter le problème des **disparités entre le nombre d'organisations de peuples autochtones et d'organisations non gouvernementales préinscrites et inscrites**, car il a trait en particulier aux questions de visa;

d) **L'inscription** des organisations devrait avoir lieu au même endroit pendant toute la durée de la session;

e) Il convient de conserver la structure de la **réunion d'information de l'Instance permanente à l'intention des États membres;**

f) Il faut établir une coopération plus étroite entre les organisations autochtones et non gouvernementales d'une part, et leurs gouvernements respectifs d'autre part, ceci afin d'assurer **une participation plus dynamique des États membres;**

g) Il faut ménager du temps pour les **contacts entre le Forum des peuples autochtones et l'Instance permanente;**

h) **Il faut renforcer les services de traduction et d'interprétation pendant les réunions officielles de l'Instance permanente;**

i) **L'organisation de réunions officielles périodiques des membres de l'Instance** pourrait faciliter les travaux de celle-ci;

j) En collaboration avec le Service de la sécurité et de la sûreté, il faudrait préciser les directives concernant la **présence d'enfants**, le cas échéant, lors de réunions de l'Instance permanente;

k) Il faudrait **coordonner les manifestations parallèles et en restreindre le nombre.**

55. Le secrétariat a tenu compte des réponses au questionnaire d'évaluation dans la préparation de la troisième session de l'Instance permanente.

Notes

¹ *Documents officiels du Conseil économique et social, 2003, Supplément No 23 (E/2003/43).*

² Ibid., par. 40.

³ Ibid., par. 18.

⁴ Ibid., par. 108.

⁵ Ibid., par. 41.

⁶ Ibid., par. 54.

⁷ Ibid., par. 62.

⁸ Ibid., par. 116 à 121.